

Wauquiez (UMP) : «Le rapprochement avec le centre, une profonde erreur»

Laurent Wauquiez, député de la Haute-Loire, étrille l'alliance avec le MoDem et l'UDI prônée par Alain Juppé, et défend une droite qui s'assume.

Le Parisien | 31 Mai 2014, 06h35

[réactions](#)

[59](#)

Chef de file de la Droite sociale, [Laurent Wauquiez](#) critique la [gestion](#) Copé et refuse la stratégie d'alliance avec le centre.

Vous êtes silencieux depuis le départ de la présidence de l'[UMP](#) de Jean-François Copé, en pleine affaire Bygmalion.

Pourquoi ?

LAURENT WAUQUIEZ. Je n'aime pas la chasse à l'homme, ni les postures de certains qui jettent la dernière pierre au moment où quelqu'un tombe. Jean-François Copé a pris du champ et c'est une bonne chose. Après, chacun connaît les différences profondes que j'ai pu avoir avec lui. Les politiques français sous-estiment à quel point les scandales financiers à répétition nous abîment. Je refuse cette fatalité : la Suède ou l'Allemagne les ont bien arrêtés.

85 % des Français dans notre sondage jugent négativement son bilan à l'UMP. Et vous ? Le parti ressort de sa présidence plus affaibli. Certes, il a eu du courage sur certains thèmes, mais sa rivalité avec François Fillon nous a beaucoup coûté, le climat des affaires nous a tirés vers le bas. Et au lieu de n'être qu'une opposition qui s'oppose, il aurait fallu réfléchir à nos échecs et mettre des idées neuves sur la table. Dans un pays qui exige du changement, on ne peut pas se contenter de ressasser les potions d'hier. Pour ne pas l'avoir fait, nous avons été sanctionnés dimanche dernier.

Le triumvirat Fillon-Juppé-Raffarin à la tête de l'UMP par interim, c'est la bonne formule ? Elle a en tout cas le mérite de l'apaisement. Mais la vraie réponse, ce n'est pas la gestion du parti, c'est ce qu'on propose sur le fond : une vraie différence entre travail et assistanat, arrêter la destruction de l'intégration républicaine par le communautarisme, mieux réguler l'immigration devenue beaucoup trop importante, changer une Europe à 28 trop diluée, refaire une politique industrielle avec un protectionnisme moderne... Le pire serait une droite qui ne dit plus rien. Notre échec, c'est de ne pas en avoir assez fait.

Alain Juppé, qui estime que l'UMP souffre d'un problème de clarté de la ligne, a-t-il raison de prôner une alliance avec le centre (UDI et MoDem) ?

Cette idée proposée par Alain Juppé et d'autres est une profonde erreur. On ne répond pas à la crise d'un pays par une combine d'appareil politicien. Pourquoi ? Un, cela donne le sentiment que notre seule obsession est de faire barrage au FN au lieu de répondre à la crise du pays. Deux, on sort les caleuses, on additionne les scores des partis... c'est vraiment de la petite

politique. Trois, les Français attendent une UMP qui ait le courage de ses convictions, et pas une droite qui se perd dans des propos mous. Cela signerait une démission idéologique de la droite face au politiquement correct.

Sur de nombreux sujets de société, ou sur la sécurité, le FN a-t-il pris le pas sur l'UMP ? Pour certains, ce sont des sujets qui tachent les doigts, alors ils ne les traitent pas. Même si les réponses du FN ne les satisfont pas, au moins, les Français se disent qu'il les traite. Marine Le Pen se nourrit de nos lâchetés politiques. Plutôt que de nous couler dans le moule de la pensée unique avec le centre, faisons entendre nos valeurs. Ne mettons pas le parti sous somnifères alors qu'il a besoin d'une cure d'énergie !

Serez-vous candidat lors du Congrès de l'UMP, en octobre, qui désignera le président du parti ?

Les réponses qui consistent à ressortir le bal des ego et des candidatures des uns et des autres est indécent. A ce stade de la crise, je veux secouer la poussière, lancer des idées fortes.

Vu la crise à l'UMP, le retour de Nicolas Sarkozy est-il inéluctable ?

Ce qui est incontournable, c'est de ne pas ajouter des divisions aux divisions. On a besoin de tout le monde.

Journal l'opinion

Pourquoi le MoDem finit par se rallier aux Républicains

Pour les élections régionales, le parti de François Bayrou est contraint de s'allier à la formation de Nicolas Sarkozy, et parfois même avec les plus droitiers de ses membres

Publié le mardi 28 juillet à 20h00 - Mis à jour le dimanche 02 août à 20h00

Par [Caroline Vigoureux](#)

Les faits - En Auvergne-Rhône-Alpes, le candidat du MoDem, Patrick Mignola, a décidé de se rallier au droitier secrétaire général des Républicains, Laurent Wauquiez, pour les élections régionales. En Pays de la Loire et en Paca, le parti de François Bayrou devrait aussi rejoindre les tenants d'une droite décomplexée, tel que Christian Estrosi. Pour exister au niveau local, la formation centriste n'a d'autre choix que celui de faire des alliances.

Le 18 juin dernier, attablé à un café parisien, Patrick Mignola parlait ainsi de Laurent Wauquiez : « Sa ligne prétendument décomplexée est en réalité violente, elle exaspère les passions », « son positionnement national suscite de l'inquiétude, il veut courir après l'extrême-droite », « on ne peut pas faire une campagne régionale sur l'Islam et le droit du sol »... Ce chef d'entreprise, candidat MoDem aux élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes, ajoutait : « Le pire serait de se rallier à Laurent Wauquiez sur un coup de sifflet contre quelques postes et qu'il perde. Ça serait une humiliation aujourd'hui et un déshonneur dans six mois. » C'était il y a seulement quelques semaines, et ce temps-là semble déjà loin. Entre-temps, le maire de La Ravoire (Savoie) a complètement revu sa position. Pour finalement faire alliance avec le très droitier secrétaire général des Républicains, avec qui il s'est affiché vendredi à Lyon. « On a laissé les rancunes nationales dans la rivière », explique Patrick Mignola. « Tout est allé trop vite, le deal a été passé trop tôt. On n'a même pas fait monter la mayonnaise d'un électorat centriste qui existait », témoigne, amer, un de ses proches.

Cela faisait plusieurs semaines que Laurent Wauquiez lui faisait des appels du pied. « Il m'envoie des missi dominici pour me demander combien de postes je veux », confiait le chef de file MoDem mi-juin. Les deux hommes ont finalement publié une « charte pour le rassemblement » dans laquelle il pose les bases de leur engagement commun. « Laurent Wauquiez a fait un vrai pas politique vers moi, il a évolué sur ses idées », veut croire Patrick Mignola. C'est aussi que le candidat MoDem a constaté que les sondages le plaçaient à 10 %, soit le score exact pour se maintenir au second tour. Un peu juste donc si on prend en compte la marge d'erreur. Et dans cette région, le FN est donné à plus de 25 %. « Il n'avait pas envie d'être celui qui mettait le Front en tête », décrypte un proche de Patrick Mignola. La direction du MoDem n'a pas encore officialisé cette alliance et devrait étudier le cas lors d'un bureau exécutif qui se tiendra à la rentrée.

Fusion inéluctable en Paca. Délicat toutefois pour le parti de François Bayrou de se rallier aux tenants d'une droite décomplexée. A l'instar de Christian Estrosi, le maire de Nice, qui n'hésite pas à évoquer une « cinquième colonne islamiste en France ». Mais puisque dans

cette région le parti centriste n'a pas de candidat à proposer, son ralliement aux Républicains paraît inéluctable. Les troupes locales du MoDem sont en cours de discussion avec le député des Alpes-Maritimes pour sceller une alliance, aussi peu naturelle soit-elle. « Si on mène notre propre liste et qu'on fait élire Marion Maréchal-Le Pen, on aura gagné quoi ? » questionne un cadre du parti centriste.

Dans les Pays de la Loire, le secrétaire général du MoDem, Marc Fesneau, devrait lui aussi se rallier à Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat. Le même qui frayait dans les années 1990 avec le président du Mouvement pour la France (MPF), Philippe de Villiers. Et qui a fait campagne contre le mariage pour tous. « Nous avons des divergences sur les questions sociétales, il défend une vision plus conservatrice. Mais tout ça n'a rien à voir avec le schmilblick des régionales », défend Marc Fesneau. « On ne peut pas marquer au fer rouge les politiques en fonction de leur passé. Je crois en la capacité de l'être humain à changer », argue-t-il encore. Les deux hommes se sont déjà vus à deux reprises et leur union fait peu de doutes. La stratégie du MoDem reste difficilement lisible. D'un côté, François Bayrou ne cesse de pilonner Nicolas Sarkozy. De l'autre, son parti s'allie au niveau local. « Il peut y avoir une certaine délicatesse avec des personnalités plus clivantes que d'autres. Si on passe des alliances, on essaye d'abord de regarder ce pour quoi les gens se sont mis d'accord », justifie Marc Fesneau. En coulisses, Marielle de Sarnez, vice-présidente du parti, met tout en œuvre pour que les alliances au niveau régional soient bouclées le plus rapidement possible. Il faut dire que le mode de scrutin est spécifique. Pour pouvoir fusionner au second tour, il faut avoir recueilli au moins 5 % des suffrages exprimés. Dans les régions où les partis ne sont pas sûrs de les obtenir, présenter une candidature, c'est prendre le risque de disparaître des régions pendant cinq ans. Pour exister, le MoDem préfère donc s'unir. Quitte à faire de larges compromis.

SITE : DES MOTS CRATES

1^{er} août 2015

Elections Régionales: le MoDem va-t-il perdre son indépendance?

La messe est dite, les alliances sont faites. Encore une étape, peut-être, la validation du Bureau - avec consultation du CN?

Les anglais appellent cela, la deuxième partie de ma proposition, du "wishful thinking", et c'est sans doute le cas.

Donc, c'est fait, nous sommes dans "la droite et le centre" pour les Régionales 2015.

Comment en sommes-nous arrivés là? Le MoDem a-t-il perdu son indépendance?

Un monde politique en mouvement

Sans entrer dans les détails, avec le Président Giscard élu sur un coup de poker en opposition au Gaullisme (et nullement comme candidat d'un parti centriste) et une UDF généralement alliée au RPR, on peut accepter l'idée que le MoDem fut le premier et seul parti centriste indépendant. Ce statut, permis par la score élevé de François Bayrou en 2007, ne s'est pourtant pas traduit en succès électoraux, loin s'en faut. Avec presque 10% des votes soit 3 millions de français soutenant à nouveau le Président du MoDem en 2012 et un centre dont 12-15% des français disent se sentir proches à chaque sondage sur ce sujet, on peut pourtant dire que ce courant continue d'exister et est bien ancré dans l'opinion. Il ne trouve malheureusement pas les chemins du pouvoir.

Certains mettent cette difficulté sur le compte du mode de scrutin et de la bipolarisation des institutions, mais j'ai souvent écrit et continue de penser que l'échec est dû à des éléments plus contrôlables que ceux-là. En effet, je pense que l'on peut résumer les facteurs clefs de succès d'un parti politique de la manière suivante:

Crédibilité - qualité et nombre des hommes et femmes qui représentent le parti et des idées, propositions, programmes, cohérence entre les propos et les actions

Légitimité - expérience, probité, présence conséquente dans les médias (qu'on le veuille ou non, c'est de nos jours un facteur clef de légitimité)

Organisation - vie et formation des militants, communication interne et externe, efficacité des campagnes

Le MoDem n'a pas su exceller dans ces trois domaines mais a quand même suffisamment réussi pour continuer à avoir un poids, même relatif, en politique locale et nationale.

Cependant, c'est bien le FN qui a rafflé la mise de l'ouverture de la troisième voie, indépendante, sans alliance, mais avec des idées (même fausses) qui ont le mérite d'être simples (simplistes), claires et qui résonnent dans l'opinion; un discours qui reste le même et qui trouve une place de choix dans les médias; et une organisation en particulier une communication très performante. Les divisions au sein des grands partis, l'impact sur la solidité des alliances à gauche et à droite et la montée de l'abstention comme conséquence

justement de la perte de crédibilité et de légitimité de la classe politique dans son ensemble finalise le tableau d'un monde politique en mouvement.

Le prix de l'indépendance

Dans ce contexte, l'indépendance du MoDem s'est transformée en isolement. Je ne pense pas que ce soit ce que François Bayrou souhaitait, bien évidemment, mais c'est ce qui s'est produit dans les faits. Les autres partis et la vision étriquée des médias ont contribué à ce que la position de Bayrou soit considérée comme à géométrie variable, girouette ou encore opportuniste. Pourtant, il n'en a rien tiré personnellement. La mairie de Pau? Le rapport de force était en sa faveur, et l'UMP avait intérêt à s'allier sinon le PS serait passé. Le MoDem n'y a rien gagné non plus. Si ce n'est une certaine crédibilité pour avoir su rester en phase avec l'évolution du pays et proposer des solutions dont on a vu qu'elles auraient sans doute dûes être appliquées où qu'elles l'ont été trop tard (sur le produire en France, la maîtrise des dépenses de l'Etat, la moralisation de la vie publique...).

Et c'est ce qui est en jeu aujourd'hui. S'opposer radicalement à la gauche et s'allier systématiquement à la droite est exactement ce contre le quoi le MoDem et ses adhérents se sont élevés depuis 8 ans. Tout ça pour ça? Pour se retrouver aujourd'hui allié de la droite forte dans plusieurs régions? Le coup de massue risque d'être fatal du point de vue des adhérents et sympathisants qui s'accrochent pour de bonnes raisons à l'indépendance du centre.

Mais est-ce si radical et si systématique que ça en a l'air?

On peut quand même expliquer cette stratégie de la façon suivante:

L'objectif est d'avoir des élus pour continuer à exister, peser plus dans les décisions du pays, sans se renier. Pas évident.

La situation est qu'après avoir essayé de partir en indépendant à toutes les élections alors que les cousins exUDF-exUMP-nouveauxUDI regardaient amusés en se faisant élire et réélire à coups de petits arrangements à droite, le MoDem doit revenir vers une espèce de realpolitik électoraliste. Avec la nouvelle alliance UDI-UMP et le niveau zéro de communication entre les partis centristes, les choix du MoDem sont forcément plus restreints. **Le rationnel est donc clair:**

1. Il n'y aura pas d'impasse sur les Régionales
2. L'UMP a besoin de tout le centre pour gagner, ce qui donne un poids de négociation plus important que d'habitude
3. Ces négociations peuvent porter à la fois sur les sièges mais aussi les propositions, les idées et le ton de la campagne
4. Le FN donne un bon alibi à ces alliances

Ces différents points peuvent donc justifier que le MoDem conserve une indépendance, en particulier les points 2 et 3 puisque nous sommes de le gagnant-gagnant personne ne doit rien à personne, sans se renier complètement grâce au point 4.

Les décisions Rhone-Alpes (L. Wauquiez), PACA (C. Estrosi) et Centre (G. Peltier même si l'UDI P. Vigier est chef de file) sont quand même difficiles à avaler, et IDF avec V. Pécresse et la clique de l'UMP92 (Balkany, Ceccaldi, Santini...) ne fait pas rêver non plus. Puisque,

dans les média au moins, les dirigeants du MoDem restent encore équilibrés dans leurs attaques au gouvernement, on pourrait donc conclure que l'opposition à la gauche n'est pas si radicale et l'alliance à la droite pas si systématique puisqu'elle se fait sous conditions.

Tout cela reste quand même subtile...

L'Alternative Indépendante

En effet, il est difficile pour l'électeur de ne pas voir ces alliances comme un sorte de renoncement affectant ainsi le niveau de crédibilité dont peut bénéficier le MoDem. Ces alliances rendent le centre encore un peu plus "comme les autres" ce qui amoindrit sa légitimité et sa nécessité. Beaucoup de militants, à l'UDI comme au MoDem, souhaitent la poursuite de l'Alternative comme pour les élections Européennes et donc une union UDI-MoDem au 1er tour. N'ayant pas été consultés, la confiance dans l'organisation risque d'être atteinte, et l'efficacité de militants qui ne vont pas être très impliqués dans des campagnes pour des candidats UMP sera aussi amoindrie.

Et pourtant, une autre solution était envisageable, celle de l'Alternative bien sûr, où d'une clarté dans la ligne de conduite qui aurait permis à des listes centristes d'émerger avec confiance. Il y a quelques mois, j'avais proposé sur mon blog Des Mots Crates les deux points suivants qui auraient pu servir de cadre au MoDem pour ces élections:

1. Nous présenterons des listes centristes dans toutes les régions soit seuls, avec l'UDI ou d'autres formations centristes et citoyennes.
2. Nous ne ferons aucune alliance de deuxième tour avec des équipes se réclamant du FdG, PS ou de la majorité présidentielle, et considérerons celles avec les candidats UDI et/ou UMP en fonction des projets et des personnalités - se distinguant clairement des idées de la droite forte ou nationaliste et anti-européenne.

Je pensais que ce message et cette conduite auraient été clairs, mettant la gauche à l'écart pour ce cycle électoral car il ne faut pas non plus "tendre l'autre joue". J'avais également lancé un appel aux dirigeants du MoDem et de l'UDI pour un rassemblement des centristes. Vous pouvez d'ailleurs toujours le signer et partager, d'autres infos seront disponibles en Septembre/Octobre pour donner suite à cet appel: <https://www.change.org/p/rassemblez-les-centristes>

Tout cela n'a eu ni une portée suffisante, ni un impact significatif, car je n'ai ni une voix qui porte suffisamment, ni un rôle politique visible et important, mais il reste essentiel pour chacun de nous de continuer à agir et porter les idées et la vision qui sont les nôtres.

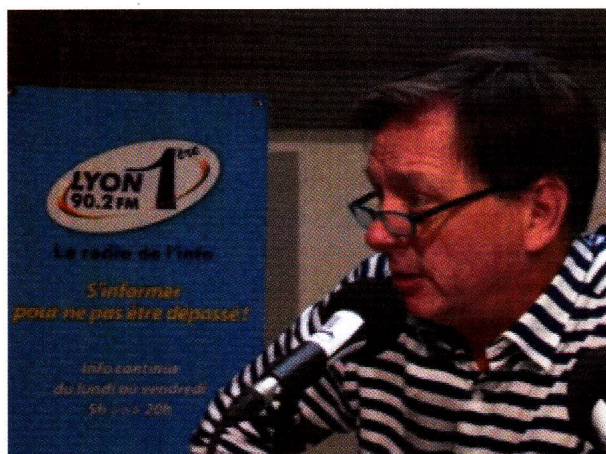
Cent fois sur le métier nous remettrons notre ouvrage, les coups d'épée dans l'eau seront nombreux, mais les ondes continueront à se propager dans la marre aux canards de la politique, et formeront un jour une vague de changement qui portera le pays vers l'horizon qu'il mérite.

C'est dans cet espoir qu'il faut continuer à miser en prenant notre responsabilité de citoyens car le centre existait et existera avant et après les partis qui tentent de le représenter.

Le centre, c'est d'abord vous et moi.

Régionales Auvergne Rhône-Alpes: "Les centristes et les démocrates se lèvent et se mettent en ordre de marche"

Mercredi 5 Août 2015



Laurent Wauquiez (Les Républicains) et Patrick Mignola (MODEM) avaient annoncé en juillet leur intention de proposer aux électeurs une liste commune pour les régionales de décembre.

Dans un premier communiqué, Cyrille Isaac-Sibille, un des chefs historiques du Modem à Lyon, avaient contesté cette volonté d'union, arguant du fait qu'une large majorité de militants ne soutenaient pas l'idée d'une liste commune.

Recadrage immédiat du chef de file actuel de Modem, François-Xavier Penicaud: ce dernier affirmait être le seul porte-parole officiel de François Bayrou à Lyon.

"La mobilisation de la base et des élus relance la dynamique d'une liste centriste indépendante aux élections régionales" réaffirme pourtant Cyrille Isaac-Sibille ce mercredi 5 août dans un communiqué adressé à la rédaction de Lyon 1ère.

"Les accords conclus par les chefs de file de l'UDI puis du Modem avec Laurent Wauquiez ont suscité une incompréhension et provoqué une réaction de rejet chez la plupart des adhérents et sympathisants démocrates" renchérit celui qui se présente comme conseiller national du Modem.

Ce dernier évoque "une consultation organisée par des cadres du Mouvement Démocrate" et qui aurait recueilli en quelques jours, "malgré les vacances estivales", près de 300 signatures d'adhérents "dont 90% sont en faveur de la poursuite d'une liste centriste indépendante".

"Nous ne souhaitons céder ni aux sirènes de Wauquiez, ni à celles de Queyranne car notre projet et nos valeurs ont une véritable singularité".

Face à cette division des militants du Modem, le président sortant de la région Rhône-Alpes

Jean-Jack Queyranne avait, dans un communiqué signé par son porte-parole Jean-François Debat, tendu la main aux déçus et révoltés des partis centristes, les appelant à rejoindre sa liste, la liste "des démocrates sincères"

Dans son dernier communiqué, Cyrille Isaac-Sibille met en avant les 10% d'électeurs annoncés par les sondages: "cette liste centriste et indépendante permettra de porter les espoirs de nos concitoyens qui ne se retrouvent pas dans les autres projets de droite et de gauche". Liste qui "permettra à nos idées d'être réellement représentées aux élections régionales de décembre prochain.

L'ancien chef de file orange dans le Rhône entend présenter en septembre, aux instances nationales du Modem, un "projet alternatif à l'accord Wauquiez- UDI-Modem".

Le communiqué est signé par Cyrille Isaac-Sibille, mais aussi Béatrice Doutriaux (conseillère nationale de l'Isère), Angélique Périnet (conseillère nationale de Haute-Savoie) et Pierre Escaich (conseiller national de l'Allier) et Jean-Marie Peyron (président Modem Haute-Loire).

5 août 2015

Une semaine en Centrisme. Rentrée du Centre: une clarification nécessaire



Où se positionnent l'UDI et le Mouvement démocrate?, telle est la question qui va dominer l'espace centriste français en cette rentrée politique.

La conclusion d'accords entre la Droite et les partis centristes pour les régionales et les contestations internes plus ou moins importantes qui s'en sont suivies (pétition de frondeurs à l'UDI peu suivie par les militants, réprobation de nombreux militants de l'UDI et surtout du MoDem à propos de l'alliance avec Laurent Wauquiez en région Rhône-Alpes-Auvergne) s'inscrivent dans un débat plus large sur le positionnement des centristes et sur ce qu'ils sont ou prétendent être.

Car la situation est bien problématique.

Pour exister en tant que forces politiques indépendantes, l'UDI et le MoDem doivent être des partis à part entière ce qui nécessite un positionnement politique clair ainsi que une capacité électorale certaine.

Or ces deux nécessités aujourd'hui se télescopent.

On le voit particulièrement bien avec le Mouvement démocrate où le splendide isolement dans lequel l'a conduit jusqu'en 2014 François Bayrou avec son obsession présidentielle, l'a quasiment fait disparaître de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le tournant à 90° vers la Droite avec des accords électoraux lors des municipales après la claque reçue par Bayrou en 2012 (score décevant à la présidentielle puis perte de son siège de député), ont été un douloureux réveil pour beaucoup de militants qui s'étaient battus dans des conditions difficiles pour une réelle indépendance, voire, pour certains, partis fondés le Front démocrate depuis, pour une alliance avec le PS et les écologistes.

Le cas de l'UDI est quelque peu différent puisque même si le mot «indépendants» est dans sa dénomination, la formation a regroupé dès sa fondation des modérés de droite et de centre-droit venus de l'UMP et du Nouveau centre pour la plupart soutiens de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012.

L'émancipation du grand frère droitiste souhaitée par son fondateur, Jean-Louis Borloo, mais également par son actuel président, Jean-Christophe Lagarde, s'est fracassée sur les querelles de personnes et la volonté des notables du parti d'être des élus de la république à tout prix.

Et c'est tout naturellement vers l'UMP et désormais LR que l'UDI s'est tournée pour étoffer le nombre de ses élus à tous les échelons administratifs.

Mais ce sont surtout les accords pour les régionales qui ont démontré la faiblesse des partis centristes.

Dans une élection à la proportionnelle où l'on peut se présenter au premier tour sous sa propre bannière, afin de se compter, et pouvoir s'allier pour le second, et l'UDI et le MoDem ont refusé de monter au front chacun de leur côté ou unis entre eux.

En s'alliant systématiquement avec la Droite, les deux formations ont acté leur impuissance actuelle à faire exister un Centre indépendant.

La question qui se pose désormais n'est pas de savoir si, en 2017, l'UDI aura un candidat (cela semble de plus en plus exclu) ou si François Bayrou aura une chance de l'emporter (la probabilité est proche de zéro) mais comment peser sur l'alliance qui sera conclue avec LR.

Car comment «centriser» le projet politique et le programme électoral si la Droite est sûre que le Centre n'a pas d'autres alternatives que de s'allier avec elle?

Surtout si l'important sera d'aller chercher les électeurs de l'extrême-droite.

Bien entendu, à 21 mois de la prochaine présidentielle, il peut se passer beaucoup d'événements dans un sens ou dans l'autre.

De même, une rébellion de l'UDI et un pari de Bayrou ne peuvent être exclus et pourraient changer la donne.

Pour cela, il faudrait que les circonstances politiques soient favorables à un coup d'éclat (comme l'effondrement du Front national, par exemple).

On peut y croire ou pas.

Mais, quel que soit la conjoncture politique au cours des prochains mois, les centristes ont intérêt à dire qui ils sont et ce qu'ils veulent, et si ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent les distinguent des droitistes.

Ou à n'être que des auxiliaires de ces derniers.

Voilà bien leur première tâche.

Pas sûr qu'avec la campagne pour les régionales, ils s'y astreignent.

Alexandre Vatimbella

Directeur du CREC

Jean-Louis Pommery

Directeur des études du CREC

06 août 2015

Une Semaine en Centrisme. Le cas Wauquiez ou le désastreux renoncement centriste



Laurent Wauquiez est un homme politique dont l'ambition démesurée n'est guère différente de celles de beaucoup d'autres de ses coreligionnaires.

Son cas n'intéressait jusque là la sphère centriste que par son double-jeu face à Jacques Barrot dont il est le successeur comme député de la Haute-Loire, dans une circonscription historiquement au centre.

Pour obtenir ce siège, il se présenta comme un modéré et reçut l'onction de Barrot (qui s'en mordit les doigts un peu tard) alors que son positionnement politique en fait un homme, si ce n'est proche, en tout cas très sensible aux thèses de l'extrême-droite et du Front national.

Peut-être que sa couleur politique d'aujourd'hui est aussi fausse que celle d'hier.

Mais, peu importe qu'il soit un opportuniste aux dents qui rayent le parquet.

Ce qui nous intéresse ici c'est que les dirigeants centristes dans une unanimité touchante avaient décidé de ne pas s'allier avec l'homme pour les élections régionales en relevant des incompatibilités de valeurs rédhitoires.

Puis dans un même élan unanime tout aussi touchant, ils se sont alliés avec lui...

Pour quoi?

Pour quelques élus régionaux.

Rappelons des déclarations bien embarrassantes aujourd'hui.

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, affirmait il y a encore peu que Laurent Wauquiez a des positions «si antieuropéennes et 'cryptolepénistes'» et il dénonçait sa «droitisation extrême».

Il avait également déclaré qu'il y aurait une liste UDI face à Wauquiez lors des régionales.

François Bayrou, président du MoDem, expliquait que «la candidature de Laurent Wauquiez n'est pas compatible avec nos valeurs» et jurait que son parti présenterait une liste, soit commune avec l'UDI, soit autonome.

Il n'en a rien été.

Vendre ses valeurs et ses idées, même pour une présidentielle ou des législatives, est la négation ultime de l'honnêteté et de la conviction politiques.

Ce qui est particulièrement préoccupant dans cette affaire est que le revirement total, la reddition en rase campagne des partis centristes se sont faits pour une élection aussi peu cruciale que les régionales, là où il est si facile de dire non parce son enjeu est d'une importance relative.

Rien ne peut justifier cette alliance.

Nombre de militants de l'UDI et du MoDem n'ont pas compris.

Ce qui a obligé François Bayrou à dire que le cas serait définitivement tranché à la rentrée, faisant une nouvelle volte-face.

Qu'est-ce que les Français peuvent en penser?

Que les centristes disent beaucoup de choses mais ne tiennent pas leurs engagements, même s'il s'agit de leurs valeurs et de leurs convictions.

Et les électeurs du Centre de constater que la propension des dirigeants de l'UDI et du MoDem à défendre leurs idées est bien faible.

Quant aux partis de droite, de gauche et d'extrême-droite, ils peuvent se frotter les mains: ce n'est pas avec de tels centristes qu'ils vont voir leur domination sur la vie politique française actuelle en danger.

Alexandre Vatimbella

Directeur du CREC

Jean-Louis Pommery

Directeur des études du CREC

Remous

L'accord avec Laurent Wauquiez provoque des tensions à la tête du MoDem

En Auvergne-Rhône-Alpes, le chef de file du parti centriste aux régionales s'est rallié au numéro 3 des Républicains. Sans l'aval de François Bayrou, qui réfléchit à un autre schéma



«Partout ailleurs, nous pourrions faire alliance sans difficulté avec l'UMP et l'UDI. Ici, tout nous oppose de manière profonde», déclarait François Bayrou en avril en Rhône-Alpes, au sujet de Laurent Wauquiez. Sipa

[@csapin](#)

Publié le dimanche 16 août à 17h32 - Mis à jour le vendredi 21 août à 17h45

Par [Charles Sapin](#)

Les faits - L'accord scellé entre Patrick Mignola, chef de file MoDem en Auvergne-Rhône-Alpes, et le secrétaire général des Républicains, Laurent Wauquiez, représentant d'une ligne dure désigné tête de file de la droite, ne ravit pas tout le monde au MoDem. Découverte par le bureau national dans la presse fin juillet, l'alliance sera étudiée en septembre par le parti qui assure que «toutes les configurations sont encore possibles.»

En Auvergne-Rhône-Alpes, Patrick Mignola (MoDem) et Laurent Wauquiez (Les Républicains) ont joué la surprise en annonçant le 23 juillet un accord pour le premier tour des régionales de décembre. Le début de campagne particulièrement musclé entre les deux candidats ne laissait en rien augurer une telle alliance, qui plus est conclue en un temps record.

La nouvelle a surpris jusqu'à la direction nationale du Mouvement démocrate. «On a découvert l'accord dans la presse, on savait qu'ils discutaient, mais on ne s'attendait pas à ce

qu'un pacte soit signé en plein été», confirme Marc Fesneau, secrétaire général du MoDem et chef de file dans la région voisine, le Centre. [Le parti centriste assurait dès le mois d'avril](#) être dans une volonté de rassemblement avec la droite afin de «poursuivre l'élan des municipales et des départementales», mais pas à n'importe quel prix. Un minimum de compatibilité politique entre les têtes de listes désignées est la condition sine qua non à tout rapprochement, affirmaient ses responsables.

«Marielle a d'innombrables qualités mais un seul défaut, elle n'est pas moi»

Pas question donc de pactiser avec le très droitier secrétaire général des Républicains. «C'est un problème de personne. Il y a une grave incompatibilité de ligne politique avec nous», assurait dès le mois d'avril Marc Fesneau. Dans les douze autres régions en jeu, un accord est d'ailleurs sur les rails entre les deux formations. Mis devant le fait accompli en Auvergne-Rhône-Alpes, le responsable MoDem relativise aujourd'hui la portée du pacte : «Toutes les configurations sont encore ouvertes, nous ne sommes pas verrouillés par un accord national avec Les Républicains, assure-t-il. Il faut que notre sensibilité centriste soit respectée.»

Invité dans les studios d'[Europe 1](#) et de [RTL](#) quelques jours après les fiançailles de Patrick Mignola et Laurent Wauquiez, François Bayrou s'est gardé de réagir sur le sujet. Un silence qui en dit long. En avril, le leader du MoDem ne trouvait pas de mots assez durs pour [fustiger la candidature du numéro 3 des Républicains](#) : «Partout ailleurs, nous pourrions faire alliance sans difficulté avec l'UMP et l'UDI. Avec Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Alain Juppé, nous avons des divergences mais il n'y a rien d'incompatible. Ici, tout nous oppose de manière profonde», lâchait-il en Rhône-Alpes.

Lors d'une réunion, début juillet, le patron du MoDem avait voulu rassurer quelques cadres de son parti, inquiets des prises de positions de sa vice-présidente Marielle de Sarnez en faveur d'une généralisation des alliances avec Les Républicains (elle-même s'associera dès le premier tour avec Valérie Pécresse en Ile-de-France). «Marielle a d'innombrables qualités mais un seul défaut, elle n'est pas moi», avait plaisanté François Bayrou - façon d'expliquer que c'est bien lui qui trancherait in fine. En privé, l'ancien candidat à la présidentielle ne décolère pas, aujourd'hui, contre cet accord conclu sans son aval, qui plus est par un candidat qu'il a lui-même convaincu de se présenter. Le siège de la rue de l'Université a beau assurer que le président se prononcera en septembre sur la validité ou non de l'accord conclu, peu d'alternatives s'ouvrent à François Bayrou. Si un ralliement avec le candidat PS dans la région, Jean-Jack Queyranne, est exclu, trouver un nouveau candidat à trois mois du scrutin serait tout aussi hasardeux.

Divergence. Reste que le discours répété d'un parti indépendant a du plomb dans l'aile. L'idylle avec un représentant de la frange droitière du parti de Nicolas Sarkozy risque d'irriter élus et militants du MoDem, à la veille des universités de rentrée, fin septembre. Conscient des remous, Patrick Mignola minimise l'ampleur de ces désaccords : «François Bayrou était au courant que nous discussions ; s'il y a une divergence entre nous, c'est sur le calendrier. En septembre, le climat aurait pu se détériorer et nous risquons de ne plus pouvoir conclure d'accord ni au premier, ni au second tour. Il ne faut pas oublier que Laurent Wauquiez subit lui aussi les critiques de son camp», assure-t-il pour justifier son geste.

Début juin, le chef d'entreprise assurait lui-même à l'Opinion que «le pire serait de se rallier à Laurent Wauquiez sur un coup de sifflet contre quelques postes et qu'il perde. Ça serait une humiliation aujourd'hui et un déshonneur dans six mois.» Aujourd'hui il dit avoir changé d'avis en raison de la poussée du FN : «Evidemment, rassembler 10 % des voix au premier tour aurait été très bien. Mais si c'est pour être celui qui a permis au Front national d'être en tête, très peu pour moi», lâche t-il avant de citer Aragon : «Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat.»

Régionales : quand la direction du MoDem apprend "dans la presse" l'accord de son candidat avec Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes-Auvergne

Publié à 10h12, le 17 août 2015, Modifié à 10h13, le 17 août 2015

© MEHDI FEDOUACH / AFP



•

"La candidature de Laurent Wauquiez n'est pas compatible avec nos valeurs." [Signé François Bayrou](#), le 28 avril. Quelle ne fut donc pas la surprise de ce dernier, fin juillet, en apprenant que son candidat aux régionales en Rhône-Alpes-Auvergne, Patrick Mignola, avait finalement [conclu un accord](#) pour le premier tour avec le secrétaire général de Les Républicains... D'autant qu'il en a eu connaissance par voie de presse.

[Cité par L'Opinion](#) dimanche 16 août, l'un des dirigeants du parti centriste, Marc Fesneau, affirme en effet :

On a découvert l'accord dans la presse, on savait qu'ils discutaient, mais **on ne s'attendait pas** à ce qu'un pacte soit signé en plein été.

François Bayrou ne voulait pas entendre parler de Laurent Wauquiez ? Patrick Mignola n'en a eu cure. S'il a passé cet accord avec le honni député de la Haute-Loire, c'est pour faire barrage au FN, explique-t-il à *L'Opinion* :

Évidemment, rassembler 10 % des voix au premier tour aurait été très bien. Mais **si c'est pour être celui qui a permis au Front national d'être en tête, très peu pour moi.**

Et de minimiser les tensions créées par cette décision prise en solo :

François Bayrou était au courant que nous discussions ; s'il y a une divergence entre nous, c'est sur le calendrier. En septembre, le climat aurait pu se détériorer et nous risquions de ne plus pouvoir conclure d'accord ni au premier, ni au second tour. Il ne faut pas oublier que Laurent Wauquiez subit lui aussi les critiques de son camp.

De son côté, Marc Fesneau estime que son parti n'est pas lié par cette alliance locale :

Toutes les configurations sont encore ouvertes, **nous ne sommes pas verrouillés par un accord national avec Les Républicains**. Il faut que notre sensibilité centriste soit respectée.

Mais il leur faudra bien composer avec le très droitier numéro 3 de LR. Ce qui sera certainement dur à avaler pour Bayrou, qui affirmait fin avril : "**Avec Wauquiez, tout nous oppose de manière profonde.**"

589 partages

Régionales : le MoDem pris de court par l'accord de son candidat avec Wauquiez

[LE SCAN](#) Le Figaro [Les coulisses](#)

- - Par [Arthur Berdah](#)
 - Publié le 19/08/2015 à 17:11

LE SCAN POLITIQUE - En Auvergne-Rhône-Alpes, le parti centriste a découvert l'alliance entre son chef de file local et le secrétaire général des Républicains dans la presse. Une liste alternative pourrait être mise sur pied.

[Je me lance](#)

1/5

«On me dit que je suis en pleine dérive frontiste, pourtant nous faisons alliance partout avec les centristes. Cherchez l'erreur...», se félicite Nicolas Sarkozy ce mercredi dans [Le Figaro](#). Pourtant, c'est précisément cette apparente contradiction qui semble poser problème en Auvergne-Rhône-Alpes, où l'accord passé entre Patrick Mignola (MoDem) et Laurent Wauquiez (LR) est [vivement contesté au sein du parti de François Bayrou](#). En cause notamment: la ligne droitière incarnée par le secrétaire général des Républicains.

Dès lundi, c'est dans les colonnes de [L'Opinion](#) que le secrétaire général du parti centriste, Marc Fesneau, regrettait d'avoir «découvert cette alliance dans la presse». «On savait qu'ils discutaient, mais on ne s'attendait pas à ce qu'un pacte soit signé en plein été», avouait-il au quotidien. Avant que [L'Express](#) ne vienne révéler dans un confidentiel, mardi, que le président du parti et maire de Pau, François Bayrou, n'avait «pas eu de mots assez durs pour Mignola devant ses visiteurs estivaux ces dernières semaines».

Vers une liste alternative?

Selon [Le Monde](#), François Bayrou a chargé Marc Fesneau de se rendre sur place pour éteindre le feu avant la fin du mois. «Cette région est assez importante, politiquement et symboliquement, pour que nous prenions le temps de regarder les choses tranquillement. (...) On ne signe pas un blanc-seing comme ça», explique-t-il au quotidien du soir. Un proche de [l'ancien candidat centriste à la présidentielle](#) regrette que «Mignola se (soit) précipité alors qu'il fallait laisser mûrir Wauquiez».

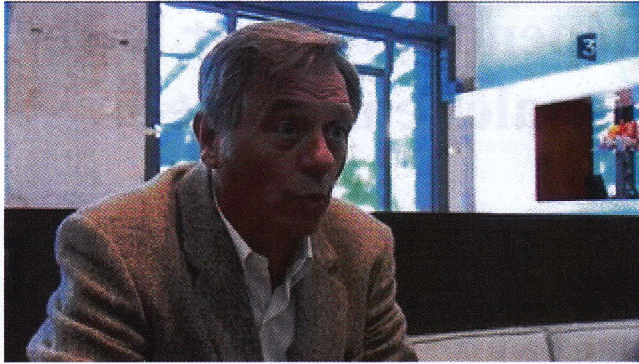
Contestée, cette alliance ne l'est pas seulement à Paris. Localement, c'est Angélique Périnet, co-présidente du MoDem en Haute-Savoie, qui a pris la tête de la fronde contre un accord avec un candidat jugé «pas compatible avec les valeurs» du parti, selon les mots de François Bayrou, cité en avril dernier par [Le Parisien](#). «Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'en septembre nous soyons en mesure de proposer une liste de personnes de qualité issues de la société civile ou du rassemblement du centre», a-t-elle menacé ce lundi sur [France Bleu](#).

Modem : une liste indépendante pour le 1er tour des élections régionales en Rhône-Alpes Auvergne ?

Les centristes mécontents de l'accord conclu entre Patrick Mignola, chef de file Modem régional et Laurent Wauquiez pour les élections régionales. Cyrille Isaac-Sibille, entouré de conseillers MoDem de l'Isère, de Hte-Savoie et de l'Allier ont donné une conférence de presse à Lyon.

- DM
- Publié le 20/08/2015 | 18:46, mis à jour le 20/08/2015 | 18:46





Modem : une liste indépendante pour le 1er tour des élections régionales en Rhône-Alpes
Auvergne ?

20/8/15 - Intervenant : Cyril Isaac-Sibille, Conseiller national du Rhône

Rappel - Le 24 juillet dernier, Patrick Mignola, maire de La Ravoire (Savoie), a officialisé son union avec le candidat Les Républicains, un mois après avoir assuré qu'il partirait seul aux régionales en jugeant Laurent Wauquiez trop à droite.



AUVERGNE > CLERMONT-FERRAND 24/08/15 - 06H02

Régionales : L'union Modem-Wauquiez prématurée ?



Samedi, le chef de file du Modem en Auvergne-Rhône-Alpes, Patrick Mignola, a annoncé qu'il se rangeait derrière Laurent Wauquiez. - Richard BRUNEL

Fesneau.

Présent samedi matin à la réunion des cadres régionaux du Modem, à Clermont-Ferrand, celui-ci en était absent l'après-midi. Il n'a donc pas entendu le Savoyard Patrick Mignola, chef de file de son

Non, Laurent Wauquiez et Les Républicains ne sont pas encore partenaires du Modem dans l'optique des élections régionales... C'est du moins ce qu'affirme le secrétaire national du mouvement centriste, Marc

parti en Auvergne-Rhône-Alpes, déclarer à *La Montagne* qu'il se rangeait derrière le leadership du député-maire du Puy dans le cadre de l'alliance Les Républicains-UDI-Modem (*voir notre précédente édition*).

Pour Marc Fesneau, debout sur les freins, « l'objectif de cette réunion n'était pas de décider du choix final qui sera fait par le siège national ». En l'occurrence, le 15 septembre, à Paris, par François Bayrou.

On peut comprendre la prudence dilatoire de Marc Fesneau qui n'a jamais été fan de l'eurocritique Laurent Wauquiez et qui, de surcroît, est en butte à la fronde de nombreux adhérents Modem, dans l'Allier et en Haute-Loire, en Isère, Rhône-Alpes et Haute-Savoie.

Même François Bayrou, aujourd'hui silencieux, n'avait eu de mots assez durs à l'égard du député-maire du Puy, en avril dans nos colonnes. « La candidature de Laurent Wauquiez n'est pas compatible avec nos valeurs », avait-il alors résumé.

Patrick Mignola se serait donc trop avancé dans les tractations avec Les Républicains?? Comme Michel Fanget, le patron du Modem dans le Puy-de-Dôme, candidat à un poste de conseiller régional.

Jean-Paul Gondeau

PUY-DE-DOME

AUVERGNE

France / Monde

Clermont-Ferrand 31/08/2015 - 19:45 Visite en famille du musée d'art Roger-Quilliot mercredi

Clermont-Ferrand 31/08/2015 - 19:30 Théâtre : reprise des activités au PTV

Riom 31/08/2015 - 19:27 Tentative de casse à la voiture-bélier dans une boulangerie



Gerzat 31/08/2015 - 19:10 Un Anglais à 181 km/h sur l'A71 ce lundi midi

Clermont-Ferrand 31/08/2015 - 18:30 Espace Info Jeunes : orientation et logement mercredi



Clermont-Ferrand 31/08/2015 - 18:07 Dépistage de l'anévrisme de l'aorte abdominale

Chargement en cours...